

Recherches sociographiques



Jean PROVENCHER, *Québec sous la loi des mesures de guerre, 1918*

Fernand Harvey

Volume 13, Number 1, 1972

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/055569ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/055569ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (print)

1705-6225 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Harvey, F. (1972). Review of [Jean PROVENCHER, *Québec sous la loi des mesures de guerre*, 1918]. *Recherches sociographiques*, 13(1), 156–157.
<https://doi.org/10.7202/055569ar>

temps que l'instruction obligatoire a dû attendre l'année 1943 pour être acceptée au Québec.

Quand à Léon Dion, quelques extraits de son étude sur « Le bill 60 et la société québécoise », nous font voir d'une façon très claire que les rapports de force au Québec, en 1963-1964, se réduisaient encore et toujours à deux interlocuteurs, l'État et l'Église. Mais il y avait quelque chose de changé : l'État osait rompre un quasi concordat alors que l'épiscopat ne demandait que des garanties quant à l'éducation chrétienne. À la fin de son article, Léon Dion affirme qu'on n'a jamais mesuré avant lui l'influence de l'Église au Québec à l'occasion d'un cas concret. Il n'a qu'à lire l'article de Ls-Ph. Audet dans ce même volume ou son ouvrage sur *l'Histoire du Conseil de l'Instruction publique* (Leméac, 1964), où l'influence de l'épiscopat québécois a été on ne peut mieux établie.

Il reste à féliciter Marcel Lajeunesse de son choix et de son introduction de bonne qualité. On peut cependant lui dire qu'il n'y a rien de paradoxal à constater la pauvreté de la recherche en histoire de l'éducation au Québec : c'est la même chose dans tous les secteurs de l'historiographie. Et pour cause : l'enseignement supérieur de notre discipline fête son premier quart de siècle cette année. Ceci dit, des travaux sont en cours et la moisson viendra en son temps.

Claude GALARNEAU

*Département d'histoire,
Université Laval.*

Jean PROVENCHER, *Québec sous la loi des mesures de guerre, 1918*, Trois-Rivières, Boréal-Express, 1971, 147 p. (Collection 17/60.)

Un an à peine après la crise d'octobre 1970, les Éditions du Boréal-Express viennent de lancer un ouvrage de l'historien Jean Provencher sur la crise de la conscription à Québec au printemps de 1918. Pure coïncidence ? Quoi qu'il en soit, on ne peut s'empêcher d'établir un certain parallèle entre les deux crises : deux scénarios différents au départ mais qui ne sont pas sans similitudes au niveau du dénouement. Dans chaque cas, nous sommes en présence de deux forces qui s'affrontent : un pouvoir insurrectionnel et un pouvoir officiel. Le défi des forces insurrectionnelles appelle la riposte et la victoire du pouvoir établi, entraînant en même temps la répression des éléments perturbateurs de l'ordre social.

On se plaît souvent à affirmer que l'histoire ne se répète pas. Que le propre de l'histoire est précisément de traduire le singulier, l'événement. Reste à savoir dans quelles limites prend place l'événement. On est amené, par le fait même, à se poser la question du déterminisme qui pèse sur toute société, compte tenu de ses structures sociales et politiques. Dans cette perspective, la crise de la conscription de 1918 n'est plus un accident de parcours, un événement isolé. Il s'inscrit comme un jalon significatif dans l'évolution d'une société aux prises avec un problème d'autodétermination. Depuis les troubles de 1837 jusqu'à nos jours, en passant par l'affaire Riel et les deux crises de la conscription, celle de 1918 et celle de 1942, chaque fois que la société québécoise, minoritaire, a heurté la société canadienne anglophone sur une question fondamentale, le jeu des forces a toujours favorisé cette dernière. Et cela avec l'aide d'une certaine élite francophone.

Le livre de Jean Provencher, écrit dans un style alerte, nous fait revivre au jour le jour le climat de révolte qui a régné à Québec au printemps de 1918 lors de la crise de la conscription. Une politique de recrutement maladroite avait fini par exaspérer une population traditionnellement paisible. L'auteur tend à démontrer que les dégâts auraient pu être limités, n'eût été la panique des autorités civiles et l'obstination aveugle des chefs militaires à qui on avait cédé le pouvoir légitime. On s'étonne, par ailleurs, du rôle effacé du gouvernement du Québec dans toute cette affaire ; le premier ministre du temps, Lomer Gouin, semble avoir été relégué au second plan.

Les sources utilisées par Jean Provencher sont abondantes et variées ; l'auteur a su les exploiter avec discernement pour appuyer ses affirmations ; car malgré une sympathie évidente pour les émeutiers, il évite le parti-pris simpliste et conserve une distance nécessaire face aux événements. On peut cependant lui reprocher une certaine myopie au niveau des conclusions. Soucieux de coller le plus possible aux faits, Provencher demeure prisonnier de son récit. Il aurait pu, en terminant, poser quelques jalons qui auraient permis d'établir un lien entre la crise de la conscription et la structure sociale de l'époque.

Fernand HARVEY

*Institut supérieur des sciences humaines,
Université Laval.*

Jean-Paul BERNARD, *Les Rouges. Libéralisme, nationalisme et anticléricalisme au milieu du XIX^e siècle*, préface de Fernand Dumont, Montréal, Les Presses de l'Université du Québec, 1971, xx-395 p.

La thèse de Jean-Paul Bernard était attendue depuis longtemps, elle ne déçoit pas.

Comme le long titre de l'ouvrage l'indique, l'auteur étudie les Rouges au triple point de vue du libéralisme, du nationalisme et de l'anticléricalisme. Il approfondit ces trois thèmes à l'intérieur d'une étude chronologique de l'évolution du groupe radical de 1847 à 1867.

L'auteur voit quatre phases dans l'histoire du groupe radical. Le parti est vraiment lancé avec les débuts du journal *L'Avenir* en 1847 ; c'est là qu'il expose son programme, c'est autour de cette publication qu'il regroupe ses forces, c'est grâce à elle qu'il influence la société canadienne, si bien que le clergé commence bientôt à s'inquiéter. De 1852 à 1858 viennent « les années de maturation et d'expansion ». *L'Avenir* est disparu, remplacé par *Le Pays*, mais l'Institut canadien de Montréal connaît ses meilleures années et propage les idées libérales ; peu à peu de nouveaux journaux commencent à appuyer le mouvement et à faire connaître son programme partout au Québec. Malgré tout, les élections de 1857-1858 sont décevantes pour les libéraux qui ne peuvent faire accepter leurs idées par la population. Les années qui suivent (1858-1863) augmentent encore les « difficultés du libéralisme québécois ». M^{re} Ignace Bourget, de Montréal, commence, en 1858, son long combat contre l'Institut ; malgré une résistance ferme, celui-ci perd une partie de sa clientèle. Le parti rouge lui-même est ébranlé par des divisions et les « modérés » souhaitent la formation d'un parti autour de Louis-Victor Sicotte. Enfin, une dernière phase de 1863-1867 : « un double échec et la régression de la tradition radicale ». Antoine-Aimé Dorion connaît peu de succès à la tête du gouvernement et les libéraux ne réussissent pas à s'entendre avec